

## LES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES UKRAINIENNES DE MARS 2019

### Enjeux du scrutin et stratégies des candidats

**Mathieu BOULÈGUE**

*Research Fellow pour le programme Russie et Eurasie, Chatham House*

## RÉSUMÉ

Cette note a pour objectif de présenter les principaux enjeux de l'élection présidentielle de mars-avril 2019 en Ukraine. Elle propose un panorama des enjeux économiques, sociaux et sécuritaires du scrutin (poids du conflit dans le Donbass, réformes et attentes sociales, rôle des oligarques, etc.) avant de réaliser un tour d'horizon des stratégies électorales des principaux candidats. Enfin, l'analyse s'attache à décrypter les enjeux du second tour, et notamment le point crucial du report des voix qui permettra de départager les candidats parmi les trois actuellement « présidentiables ». Ceci est d'autant plus important que l'issue est incertaine. Les présidentielles ouvrent un nouveau cycle électoral qui se poursuivra par les élections législatives d'octobre 2019 et les élections locales de 2020. Ces échéances seront révélatrices des nouvelles recompositions politiques dans un pays meurtri par cinq ans de guerre avec la Russie et marqué par la « Révolution de Dignité » en 2013-2014. Toutefois, si le paysage politique s'est profondément transformé à l'issue de Maïdan, le système politique n'a que peu évolué et une grande partie de la sphère politique reste définie par les jeux d'influence entre oligarques et la persistance de la corruption et des intérêts privés comme « outils » politiques privilégiés.

## SOMMAIRE

Les enjeux clés du scrutin .....	3
Les stratégies électorales des principaux candidats.....	9
L'inconnu du second tour et des élections parlementaires d'octobre .....	17
Conclusion.....	20

À l'issue des élections parlementaires de 2014 et des élections locales d'octobre 2015, le paysage politique ukrainien s'est stabilisé. Depuis avril 2016, un gouvernement relativement stable, dirigé par le Premier ministre Volodymyr Hroysman, et un équilibre parlementaire certes encore fragile permettent de faire avancer tant bien que mal les réformes depuis la « Révolution de Dignité<sup>1</sup> » de 2013-2014.

Le 31 mars 2019, les électeurs ukrainiens se rendront aux urnes dans le cadre du premier tour des élections présidentielles – la seconde échéance de ce type depuis EuroMaïdan en 2013-2014 et l'élection de Petro Poroshenko en 2015. Un second tour sera organisé le 21 avril si aucun candidat n'est élu à la majorité absolue au premier tour. Le futur président est élu pour un mandat de 5 ans. Il est à noter que le scrutin ne se déroulera pas en Crimée et dans les territoires séparatistes du Donbass qui comptent plus de 12 % des électeurs<sup>2</sup>, réduisant de fait la place de l'électorat « pro-russe ». Toutefois, les quelque 1,5 million de personnes déplacées par le conflit dans le Donbass et l'annexion de la Crimée disposent du droit de vote et pourront par conséquent participer pleinement au scrutin présidentiel.

Pour de nombreux candidats, les élections présidentielles sont un tour de chauffe en vue du scrutin parlementaire d'octobre 2019, qui renouvellera les députés de la Rada, ainsi qu'en vue des élections locales de 2020. Ces deux prochaines échéances électorales sont d'autant plus importantes qu'EuroMaïdan a affirmé son attachement à un Parlement monocaméral chargé de voter la nomination du Premier ministre, et par conséquent la formation du gouvernement. Si le président d'Ukraine possède un rôle politique clé, l'étendue de ses pouvoirs a été (officiellement) limitée, notamment dans le but d'éviter les errements de la présidence Ianoukovytch, destitué par EuroMaïdan en février 2014. De plus, la subsistance de bastions locaux tenus par des oligarques et la prévalence des rapports centre-périphérie en Ukraine font des élections locales un moment crucial de la vie politique nationale. Ceci est d'autant plus vrai que la loi sur la décentralisation, votée en 2015 par le Parlement post-Maïdan, accorde désormais aux « communautés amalgamées » (nom donné aux entités locales) plus d'autonomie dans leur gestion politique.

Rien n'est encore joué pour le scrutin de mars 2019. Une grande incertitude plane sur le scrutin pour deux raisons principales. Tout d'abord, les sondages d'opinion sont trompeurs et politisés en Ukraine car ils sont produits par des instituts de sondage qui représentent des intérêts politiques, et donc oligarchiques (qu'il s'agisse des instituts liés aux médias ou de ceux jugés « indépendants »). Ensuite, en janvier 2019, environ 35-40 % des électeurs estimaient ne pas avoir fait de choix déterminé ou se montraient indécis. Enfin, l'important nombre de candidats<sup>3</sup> risque d'entraîner une dispersion des voix, les électeurs indécis se laissant happer par des promesses de campagne populistes.

La sociologie électorale des présidentielles de 2019 est difficile à établir car les débats préélectoraux se cristallisent autour d'un besoin de renouveau politique et du souhait de voir émerger de « nouvelles têtes ». Ces attentes expliquent à la fois le fort taux d'indécision de la part des électeurs à quelques semaines seulement du scrutin, mais aussi le fort taux de mobilisation prévu<sup>4</sup>. C'est là tout le problème : la révolution de Maïdan a fait opérer à l'Ukraine, au sens premier du terme, un tour sur elle-même. Beaucoup de choses ont changé depuis 2014, mais les composantes fondamentales de la politique nationale sont restées les mêmes. Si le paysage politique national s'est profondément transformé grâce à l'immersion de la société civile comme « gardienne » des réformes issues de Maïdan, le mode de fonctionnement politique n'a que peu évolué. Une grande partie de la sphère politique ukrainienne reste définie par les jeux d'influence entre oligarques et par la persistance de la corruption comme « outil » politique privilégié.

Toutefois, il est aujourd'hui impossible de prédire qui sera élu président à l'issue du second tour le 21 avril – ce qui laisse la place à une rude compétition politique. Sans doute faut-il ajouter que les

1. Il s'agit du nom donné par les citoyens ukrainiens à ce qui est communément appelé dans les pays occidentaux « EuroMaïdan » pour expliquer la révolte populaire contre l'annulation de la signature de l'Accord d'association avec l'Union européenne en novembre 2013 par le président Ianoukovytch, ainsi que contre la corruption généralisée et la capture des ressources d'État par les élites politiques.

2. Oleksandr Ivantchekil, « [Вибори президента України 2019: цифри, дати і кандидати](#) » (Élections présidentielles en Ukraine 2019 : chiffres, dates et candidats), *Pravda.com.ua*, 3 janvier 2019, en ukrainien.

3. [Site de la Commission électorale centrale](#). Candidats officiellement enregistrés.

4. Au moins 76 % d'électeurs sondés depuis septembre 2018 souhaitent se rendre aux urnes. Voir le Fonds initiative démocratique, « [Підсумки-2018: громадська думка](#) » (Résultats 2018 : opinion publique), 28 décembre 2018, en ukrainien.

scrutins de 2019 ne seront pas déterminés par une opposition entre l'est et l'ouest du pays ou entre les partisans et les opposants de la Russie, comme on l'imagine souvent dans les pays occidentaux. Au prix d'une révolution en 2013, les Ukrainiens s'orientent majoritairement pour le moment vers le modèle de gouvernance occidental.

Quel que soit le candidat élu, il maintiendra sans doute les mêmes grandes lignes politiques et s'attachera à poursuivre les réformes, la modernisation économique et sociale et l'intégration graduelle du pays aux structures euro-atlantiques, tout en tâchant de résoudre le conflit dans le Donbass et d'obtenir la réintégration de la Crimée. Depuis 2014, l'Ukraine s'est engagée dans cette voie pour deux raisons principales. Tout d'abord, maintenir le cap des réformes est une nécessité objective pour n'importe quel leader ukrainien afin d'éviter de détruire complètement l'héritage d'EuroMaïdan, ce qui risquerait d'accroître le mécontentement populaire. De plus, les différents candidats ont peu de choix : ils doivent se prononcer en faveur des réformes dans le but de maintenir l'assistance financière du Fonds monétaire international (FMI), qui représente toujours une ligne de crédit nécessaire à la survie de l'économie nationale. À cela s'ajoute le fait que même si Ioulia Tymoshenko n'est pas forcément considérée comme ouvertement pro-européenne, les trois candidats actuellement susceptibles de se hisser au second tour ne peuvent pas non plus être considérés comme « pro-russes ». Pour autant, rien de ce qui a été acquis depuis EuroMaïdan n'est encore irréversible.

Cette note a pour objectif de faire un tour d'horizon des stratégies électorales des principaux candidats, ainsi que des points clés du scrutin, entre autres le conflit dans le Donbass, le poids des réformes, les attentes populaires pour le renouveau de la classe politique et l'importance continue du rôle des oligarques.

## LES ENJEUX CLÉS DU SCRUTIN

Baignant dans un environnement électoral saturé de promesses de campagne populistes, les citoyens ukrainiens devront faire la synthèse des positions des candidats par rapport aux points clés qui cristallisent à l'heure actuelle les mécontentements économiques, sociaux et sécuritaires, en corollaire de l'évolution de la scène politique nationale depuis 2014.

### La lassitude du conflit dans le Donbass

La guerre dans le Donbass, qui oppose l'armée ukrainienne aux forces séparatistes des « Républiques populaires » auto-proclamées de Donetsk et Lougansk, est un enjeu électoral de première importance pour les électeurs ukrainiens. Pour être plus précis, l'arrêt de la guerre est un enjeu de premier plan. En effet, après quatre ans d'enlèvement militaire, une forme de « populisme anti-guerre<sup>5</sup> » commence à émerger, tant au sein de la population que des élites gouvernantes. Le discours électoral tourne aujourd'hui autour de la résolution du conflit, et non plus de sa continuation.

La plupart des candidats à la présidentielle appellent à un arrêt des combats et à la fin des hostilités sans pour autant proposer de plans réels pour instaurer un cessez-le-feu durable et mettre fin à la guerre. Seul Poroshenko fait exception car il profite de sa position pour faire valoir son statut de « chef de guerre ». Vivement critiquée par différentes franges du spectre politique ukrainien<sup>6</sup>, l'introduction de la loi martiale en novembre 2018, à la suite de l'incident naval entre la Russie et l'Ukraine en mer d'Azov<sup>7</sup>, aura servi de tremplin électoral pour Poroshenko ; elle lui aura aussi fourni l'occasion de reprendre la main sur la sphère sécuritaire au détriment du ministre de l'Intérieur Arsen Avakov.

5. Taras Kuzio, « [Anti-war populism is set to dominate the 2019 elections](#) », *Kyiv Post*, 13 octobre 2018.

6. Christine Dugoin-Clément, « [Ukraine, Russie et mer d'Azov : mutation du conflit ?](#) », tribune, *Revue Défense Nationale*, décembre 2018.

7. Mathieu Boulègue, « [In Sea of Azov, Russia again tests its strength](#) », Expert Comment, Chatham House, 27 novembre 2018.

Depuis 2015, la guerre interétatique non déclarée entre la Russie et l'Ukraine s'est soldée par des impasses militaires et des blocages diplomatiques continuels qui limitent d'autant les perspectives de règlement du conflit à court et moyen terme. Le conflit dans l'est de l'Ukraine est une guerre d'attrition et de basse intensité où les deux camps sont retranchés sur leurs positions depuis février 2015 et la signature des accords de Minsk 2<sup>8</sup>. La poursuite du conflit, sur le plan purement militaire, laisse progressivement place à une forme d'usure, à laquelle s'ajoutent la présence de plus d'1,5 million de déplacés internes et une situation humanitaire préoccupante pour les populations résidant toujours dans les régions « séparatistes » du Donbass<sup>9</sup>.

Si la situation militaire est tout sauf « gelée » sur la ligne de front<sup>10</sup>, les avancées politiques et diplomatiques entre Kiev et Moscou sont entrées dans l'ère glaciaire depuis la signature des accords de Minsk 2 et les tentatives successives de déblocage par les chancelleries occidentales<sup>11</sup>. La Russie et l'Ukraine tiennent des positions fondamentalement irréconciliables quant à l'application séquentielle des accords de règlement du conflit<sup>12</sup>. Sous le format actuel, le processus de règlement du conflit est devenu inadapté mais indispensable. En conséquence de cette situation de « ni paix, ni guerre », une forme de « fatigue » du conflit s'installe progressivement tant dans les pays occidentaux qu'au sein des populations ukrainiennes. À Kiev, la loi de janvier 2018 sur la « réintégration » des territoires reconnaît officiellement la Russie comme État agresseur et les territoires non contrôlés par les forces ukrainiennes comme « temporairement occupés » par la Fédération de Russie<sup>13</sup>.

Les territoires séparatistes, ruinés par un exode massif des populations et par cinq ans de guerre, sont vus aussi bien à Moscou qu'à Kiev comme des « poids morts » que personne ne souhaite prendre à sa charge<sup>14</sup>. De ce fait, les principaux candidats à l'élection présidentielle évitent ouvertement d'aborder la question de la réintégration des territoires et se concentrent sur la résolution du conflit sans cependant apporter de solutions. La principale raison en est qu'aucune alternative crédible n'est envisageable, à moins d'accepter une forme de compromis avec Moscou, ce qui n'est pas porteur sur le plan électoral pour la plupart des candidats.

## L'accaparement politique de Petro Poroshenko

Depuis mi-2016, la vie politique ukrainienne est nettement marquée par l'accaparement des structures institutionnelles par le président Poroshenko. Cet accaparement ne se traduit pas toutefois par une monopolisation totale des pouvoirs politiques en raison de la double pression exercée par la société civile et les bailleurs occidentaux de l'Ukraine. Poroshenko renforce son pouvoir sur de nombreuses institutions et les utilise dans le but d'étouffer toute nouvelle opposition politique et de limiter d'autant l'espace des réformes jugées « gênantes » pour les oligarques<sup>15</sup>. D'après des activistes de la société civile et de l'opposition parlementaire, Poroshenko a émergé comme candidat à la présidence en 2015 parce qu'il représentait le plus petit dénominateur commun entre les clans oligarchiques et qu'il était

8. La ligne de contact s'est stabilisée après la bataille de Debalstve à la mi-février 2015, mais des pertes humaines sont enregistrées quasi quotidiennement. De plus, les deux armées se livrent régulièrement à des opérations de « grignotage » le long de la ligne de front ainsi qu'à des incursions armées.

9. Céline Marangé, « Radioscopie du conflit dans le Donbass », *Les Champs de Mars*, n° 29, « [Les conséquences de la crise ukrainienne en Europe](#) » (sous la dir. de Céline Marangé), 2017, p 15-29.

10. Mathieu Boulègue, « Le Donbass ukrainien : un conflit d'usure », *Diplomatie, Les grands dossiers*, n° 48, décembre 2018-janvier 2019 et Mathieu Boulègue, « [Les perspectives politiques et militaires des accords de Minsk 2](#) », *Notes de la FRS 10/2016*, Fondation pour la recherche stratégique, 3 mai 2016.

11. Les pays signataires des accords de Minsk 2 sont la France, l'Allemagne, la Russie et l'Ukraine. De plus, les États-Unis opèrent comme une courroie diplomatique parallèle avec la Russie.

12. Mathieu Boulègue, « [The "freeze-out conflict" in Eastern Ukraine two years after Minsk 2](#) », *European Leadership Network*, 3 mars 2017.

13. Alya Shandra, « [No longer ATO, not yet a war. Ukraine adopts controversial "Donbas reintegration" bill](#) », *EuroMaidan Press*, 18 janvier 2018.

14. Entre 65-70 % des Ukrainiens estiment que la guerre dans le Donbass est le principal problème de leur pays. Voir « [Моніторинг електоральних настроїв українців](#) » (Monitoring de l'humeur électorale des Ukrainiens), *Kyiv International Institute of Sociology (KIIS)*, 13 novembre 2018, en ukrainien, et « [PORTRAITS OF THE REGIONS: OUTCOMES. Summary data, comparative analysis of the regions](#) », *Rating Sociological Group*, 26 décembre 2018.

15. [The Struggle for Ukraine](#), Chatham House, 18 octobre 2017.

considéré à l'époque comme le seul homme capable de maintenir à la tête de l'État un relatif *statu quo* pour les intérêts d'affaires des « hommes forts » d'Ukraine<sup>16</sup>. Pour ce faire, il recourt à des méthodes déjà éprouvées à l'époque du président Leonid Koutchma (1994-2005).

En premier lieu, il s'est agi de nommer des personnes loyales aux postes clés des structures étatiques, ce qui permet au président de les garder sous contrôle. Le cas le plus marquant est la nomination du procureur général Yuriy Lutsenko en mai 2016, considéré comme « l'homme » de Poroshenko<sup>17</sup>. À la Rada, une vingtaine de membres de la faction Bloc de Poroshenko (BoP) s'était abstenue de voter sa nomination et avait même dénoncé l'ingénierie politique de Poroshenko – ce qui accroît d'autant plus la rupture morale au sein du parti présidentiel entre les réformateurs, attachés à l'héritage de Maïdan, et les « conservateurs », liés à l'ancien système politique. De même, Ihor Kononenko, très critiqué par la société civile entre autres pour son influence dans le secteur énergétique<sup>18</sup>, a récemment été nommé vice-président de la faction BoP à la Rada, en dépit de sa suspension en janvier 2016 dans le cadre de l'affaire Abromavicius<sup>19</sup>. Éminence grise de Poroshenko, Kononenko posséderait une influence considérable sur le Bureau national de lutte contre la corruption (NABU) et sur le Bureau d'enquête sur les crimes économiques (SBI). Poroshenko dispose ainsi de relais dévoués à tous les échelons de la politique ukrainienne par l'intermédiaire de « ses » hommes. Ainsi son ancien directeur de cabinet Boris Lozhkin s'occupe du monde des affaires<sup>20</sup>, tandis que le premier vice-Premier ministre Stepan Kubiv garde la main sur le cabinet des ministres et que le représentant de l'administration présidentielle au Parlement Artur Herasymov exerce son influence à la Rada. Ces initiatives pro-Poroshenko sont régulièrement dénoncées publiquement à la fois par l'opposition parlementaire (notamment le BuYT et Samopomish), mais aussi au sein même de son propre parti politique, le BoP. Le chef de file, le réformateur Serhiy Leshchenko, et DemAlliance sont en tête de cette contestation.

En second lieu, il s'est agi d'affaiblir les structures chargées de mener des réformes et d'assurer l'indépendance de la justice qui ont été mises en place à la suite de la mobilisation sur la place Maïdan. Le Bureau national de lutte contre la corruption (NABU) a vu le jour en octobre 2014 sous la pression des bailleurs internationaux mais surtout de la société civile, la création d'une institution anti-corruption étant à l'époque une des demandes majeures de Maïdan. Son activité est mise à mal en raison des tiraillements institutionnels avec l'Agence nationale de prévention de la corruption (NAPC) et le bureau du procureur général Yuriy Lutsenko depuis la fin de l'année 2017<sup>21</sup>. Les accusations mutuelles se multiplient, tout comme l'ouverture d'enquêtes entre les responsables des trois agences<sup>22</sup>. Ceci a pour conséquence de les empêcher de mener à bien leur tâche initiale : lutter contre la haute corruption en Ukraine. Par ailleurs, l'administration fait tout son possible pour retarder la mise en place d'une Cour anti-corruption<sup>23</sup> – une réforme pourtant demandée par le FMI. Poroshenko a instauré un système de justice sélective que l'affaire Roman Nasirov illustre parfaitement<sup>24</sup>. Directeur des services fiscaux, Nasirov est proche des intérêts d'affaires de Poroshenko. Il a été inquiété par le NABU et son directeur Artem Sytnyk en 2017. Poroshenko a depuis « repris en main » le NABU en l'affaiblissant de l'intérieur. Les charges qui pesaient contre Nasirov, notamment le détournement de 70 millions de dollars de fonds étatiques, ont été abandonnées et la cour administrative de Kiev l'a réhabilité au sein des services fiscaux. Fait intéressant, la cour en question est dirigée par Pavlo Vovk, lui-même accusé d'avoir des liens avec Oleksandr Hranovskiy, éminence grise de Poroshenko.

16. Propos recueillis à Kiev et à Londres lors d'entretiens ; voir également Sergii Leshchenko, « [Ahead of next year's presidential elections, Ukraine is being handed a false choice](#) », *Open Democracy*, 28 novembre 2018.

17. « [Plots and sackings in Ukraine](#) », *The Economist*, 31 mai 2018.

18. « [Ukrainian investigators suspect Naftogaz executive of strongarming minister](#) », Reuters, 9 mars 2016.

19. En février 2016, le ministre de l'Économie Aivaras Abromavicius démissionnait, citant la « frustration » liée à l'incapacité de mettre en place les réformes et des pressions subies de la part de Kononenko et de l'ancien procureur général Viktor Shokin.

20. Timothy Ash, « [Realignment under way in Ukrainian politics](#) », *Kyiv Post*, 17 mars 2017.

21. On notera par exemple la tournure étrange des événements liés à Anna Solomatina, ancienne directrice du département de contrôle financier du NAPC, qui a accusé sa directrice Natalia Kortchak de falsifier les e-déclarations de patrimoine et de bloquer le travail de l'Agence. Le NABU s'est saisi du dossier lorsque le Bureau du procureur général (PGO) a ouvert une enquête sur Solomatina. Voir « [Unravelling Corruption And Anti-Corruption In Ukraine](#) », *Hrmodske.ua*, 22 novembre 2017.

22. « [NABU Director Sytnyk facing criminal charges for possible disclosure](#) », *UNIAn*, 21 septembre 2018 ; « [NABU recordings implicate chief anti-graft prosecutor in alleged corruption](#) », *Kyiv Post*, 4 avril 2018.

23. Oleg Sushkov, « [Eight candidates for anti-corruption court vetoed](#) », *Kyiv Post*, 19 janvier 2019.

24. Oleg Sushkov, « [Court reinstates Nasirov, ex-fiscal service chief charged with corruption](#) », *Kyiv Post*, 11 décembre 2018.

Ce noyautage des structures de l'État permet à Poroshenko de mener une chasse aux sorcières, par le biais du NABU, contre les « gros poissons » devenus critiques à son égard depuis la fin 2016. À cet égard, on peut citer le cas de l'ancien député Oleksandr Onyshchenko<sup>25</sup>, exilé en Russie, ou encore celui de Mykola Martynenko<sup>26</sup>, qui a financé le Front populaire de l'ancien Premier ministre Arseniy Iatseniouk. Cette prise de contrôle s'est accompagnée de l'éviction systématique et calculée des réformateurs dans la plupart des structures étatiques. Depuis 2017, les réformateurs et autres « ministres étrangers » qui faisaient la fierté des deux gouvernements de l'ancien Premier ministre Iatseniouk (2014-2016)<sup>27</sup>, ainsi que les représentants de la société civile ont pour la plupart été limogés et remplacés par des proches du président<sup>28</sup>. Les germes de toute nouvelle opposition politique sont mécaniquement supprimés afin d'éviter toute contestation possible contre Poroshenko. Ceci rend complexe l'émergence de forces progressistes capables de changer le système de l'intérieur<sup>29</sup>.

## La difficulté des réformes

Depuis 2014 et la structuration d'une société civile capable de faire entendre ses revendications politiques au sein même des structures étatiques, force est de constater que l'Ukraine a réalisé d'importantes réformes dans les sphères économiques et sociales : assainissement du secteur bancaire, reprise en main du secteur énergétique, décentralisation, etc.<sup>30</sup>. Elle a obtenu la libéralisation des visas avec l'UE, ce qui était un des points majeurs liés à la signature en mars 2014 de l'Accord d'association avec l'Union européenne. Maïdan a permis l'éclosion d'une société civile extrêmement active dans le débat public au niveau national (notamment par le biais d'organisations publiques et d'ONG assurant le suivi de la mise en place des réformes) et régional (structuration d'une société civile locale pourvoyeuse de services sociaux en complément de l'État). Un énorme potentiel politique a été gâché depuis 2015 avec l'éviction des réformateurs des structures d'État et la suppression de toute nouvelle opposition politique par Poroshenko : les réformateurs, comme par exemple Moustafa Nayyem, Serhiy Leshchenko et Svitlana Zalizhchuk à la Rada<sup>31</sup>, et les moins recommandables, comme l'ancienne otage Nadia Savchenko<sup>32</sup>, l'ancien président géorgien Mikheil « Misha » Saakashvili ou encore le Corps national lié au bataillon Azov, se montrent amers.

Toutefois, en raison de l'accaparement des structures de pouvoir par Poroshenko et de la tendance du système à favoriser le *statu quo* oligarchique, beaucoup reste à accomplir dans des domaines vitaux<sup>33</sup> : la lutte contre la corruption<sup>34</sup>, la réforme complète de la justice, la privatisation des entreprises étatiques, etc. Pour ces réformes, le gouvernement freine leur mise en place afin de conserver le *business as usual* des intérêts oligarchiques, et ce au détriment de la société civile et de la population<sup>35</sup>. En pleine phase pré-électorale, l'année 2018 est une année perdue pour les réformes car leur coût social est trop élevé pour le gouvernement. 2019 sera encore plus morne. En somme, le processus de réformes suit une évolution à géométrie variable depuis 2014, notamment en ce qui concerne leur mise en place et leur

25. « [Indictment as of 8 suspects involved in so-called "Onyshchenko's gas scheme" was sent to court](#) », National Anti-Corruption Bureau of Ukraine, 30 mai 2017.

26. « [NABU: Ex-MP Martynenko served with questioning summons as witness in Czech case](#) », *Kyiv Post*, 9 novembre 2018.

27. On pourra par exemple citer Aivaras Abromavicius (ancien ministre de l'Économie), Natalia Gontareva (ancienne gouverneure de la Banque centrale), Natalie Jaresko (ancienne ministre des Finances), Vitaliy Kasko et Davit Sakvarelidze (ancien vice-procureur général), Oleksandr Kvitashvili (ancien ministre de la Santé), Ekaterina Zguladze (ancienne première vice-ministre de l'Intérieur), etc. Voir Oleg Sushkov, « [Top reformers exit as corruption wins day](#) », *Kyiv Post*, 13 mai 2016.

28. « [Plots and sackings in Ukraine](#) », *op. cit.*

29. Mathieu Boulègue, « [Le calme avant la tempête ? Les évolutions politiques et sociales en Ukraine](#) », *Revue Défense Nationale*, n° 795, décembre 2016.

30. *The Struggle for Ukraine*, *op. cit.*

31. Visée par le président Poroshenko, leur formation DemAlliance n'est pas parvenue à transformer son potentiel parlementaire en capital électoral. Voir Veronika Melkozerova, « [Lawmakers Zalizhchuk, Leshchenko and Nayyem quit their leading positions in DemAlliance Party](#) », *Kyiv Post*, 20 novembre 2016.

32. Savchenko a annoncé sa candidature à la dernière minute mais a refusé de payer la somme de 2,5 millions de hryvnia (environ 81 000 euros) pour s'enregistrer.

33. Anders Aslund, « [How Ukraine's Next President Can Turn the Country Around](#) », *Atlantic Council*, 8 janvier 2019.

34. John Lough, « [Are Ukraine's Anti-corruption Reforms Working?](#) », Chatham House, 19 novembre 2019.

35. *The Struggle for Ukraine*, *op. cit.*

suivi<sup>36</sup>. L'absence de coopération entre les agences et les structures chargées de mettre en place les réformes est également problématique. Ces difficultés sont liées à la culture politique ukrainienne, au sein de laquelle les agents politiques évoluent de manière cloisonnée sans promouvoir la coopération institutionnelle ou interministérielle<sup>37</sup>. Il manque encore à l'Ukraine une réelle politique économique capable de débloquent son potentiel de croissance industrielle et technologique, en lien avec la nécessité d'augmenter les réserves d'investissements directs étrangers sur le long terme.

## Le désenchantement de la société

Un autre problème en Ukraine tient au fait que les réformes les plus marquantes ne sont pas forcément les plus visibles pour la population – mis à part la décentralisation et la libéralisation des visas. La politique d'austérité imposée par le FMI dans le cadre des prêts internationaux n'a pas permis une amélioration des conditions de vie de la population. Par exemple, en 2018, l'augmentation du prix du gaz pour les ménages a été très critiquée<sup>38</sup>. Les réformes ont pour conséquence d'augmenter le niveau d'insatisfaction populaire et la frustration de la société civile. Fin 2018, entre 70 et 80 % des Ukrainiens estimaient que le pays allait dans la mauvaise direction – principalement à cause de la guerre dans le Donbass, mais aussi à cause des conditions de vie (50 %), de l'absence de perspectives d'avenir (40 %) et de la corruption (32 %)<sup>39</sup>. Ce pessimisme a un impact direct sur la confiance accordée aux institutions publiques et à la classe politique. Cette situation de blocage explique la volonté populaire de voir émerger de nouveaux visages sur la scène politique nationale et d'opérer un renouvellement des élites.

Sans doute faut-il ajouter que les électeurs sont submergés par des discours populistes et des promesses de campagne intenables par la plupart des candidats. Ce populisme, qui n'a rien de nouveau dans ce pays, est une *composante* de la vie politique ukrainienne, et non pas un *fait* politique. Il n'en demeure pas moins qu'il a des effets bien réels sur les intentions de vote et qu'il cristallise les demandes des citoyens. La rhétorique populiste ne fait toutefois pas le jeu des factions d'extrême droite, relativement marginalisées depuis 2015. Si on nourrit, dans les pays occidentaux, des fantasmes sur la force politique de Svoboda ou du Secteur droit, ces factions ne se retrouvent pas en bonne place dans les intentions électorales de 2019. Reste cependant un corps social relativement explosif : les électeurs issus de la sphère sécuritaire et les vétérans du Donbass – surnommés *ATOshniks* en Ukraine<sup>40</sup>. Ces derniers suivent pour le moment la politique de Poroshenko (notamment dans le cadre des réformes de l'armée et du secteur de la défense), mais représentent une masse d'électeurs potentiellement désabusés, désaffiliés, et par conséquent récupérables à des fins d'instrumentalisation politique par l'extrême droite ultranationaliste.

## La persistance du rôle des oligarques

Malgré la structuration d'une société civile réformatrice et les bouleversements politiques post-Maïdan, force est de constater que les oligarques détiennent encore un rôle fondamental dans les équilibres politiques nationaux. En effet, si la vie politique n'est pas simplement la somme des intérêts et des équilibres oligarchiques, leur captation des ressources étatiques et leur influence sur de nombreuses formations politiques en font des acteurs influents.

36. Par exemple, la mise en place des e-déclarations de patrimoine en 2016 est loin d'être une panacée, elle est même utilisée pour discréditer la société civile. Voir « [Ukraine's Corruption Prevention Agency stands for cancellation of anti-corruption activists' e-declaration](#) », UNIAN, 1<sup>er</sup> avril 2018.

37. Entretiens avec de hauts fonctionnaires ukrainiens en visite à Londres.

38. « [Ukraine secures new \\$3.9 billion IMF deal after gas price hike](#) », Reuters, 19 octobre 2018.

39. « [Майже 80 % громадян вважає, що Україна рухається у неправильному напрямку – опитування](#) » (Près de 80 % des citoyens estiment que l'Ukraine va dans la mauvaise direction – sondage), UNIAN, 13 novembre 2018, en ukrainien ; Fonds initiative démocratique, « Підсумки-2018: громадська думка » (Résultats 2018 : opinion publique), *op. cit.*

40. Anna Colin-Lebedev, [Les combattants et les anciens combattants du Donbass : profil social, poids militaire et influence politique](#), Étude de l'IRSEM, n° 53, 2017.

Malgré les événements de 2013-2014 et les profondes transformations engendrées par la mobilisation de la place Maïdan, la « désoligarchisation » s'est avérée impossible et la vie politique et économique du pays est toujours prise en otage par des clans oligarchiques<sup>41</sup>. Les équilibres politiques dépendant des loyautés oligarchiques, ils détermineront en grande partie l'issue des scrutins de 2019, d'autant que les médias télévisuels sont toujours contrôlés aux trois quarts par des oligarques<sup>42</sup>. Ainsi, la plupart des chaînes de télévision sont détenues par quatre principaux oligarques : Rinat Akhmetov, Dmytro Firtash, Igor Kolomoyskiy et Viktor Pinchuk<sup>43</sup>, chacun ayant leurs candidats « favoris ». Or la télévision reste, à plus de 75 %, la principale source d'information en Ukraine<sup>44</sup>.

### Igor Kolomoyskiy

Originaire de la région de Dnipro, Igor Kolomoyskiy a construit sa fortune notamment dans le secteur industriel et métallurgique. Au début de la guerre dans le Donbass, il a mobilisé ses réseaux pour assurer le contrôle politique (même militaire)<sup>45</sup> de la région de Dnipro.

Il a été ouvertement évincé des hautes sphères financières et politiques ukrainiennes par le président Poroshenko, qui a décidé de procéder à la nationalisation forcée de sa banque Privat Bank en décembre 2016<sup>46</sup>. Kolomoyskiy cherche, semble-t-il, à prendre une revanche personnelle sur le président. Sa stratégie est double. D'un côté, il soutient Ioulia Tymoshenko<sup>47</sup> (notamment par le biais de financements directs). D'un autre côté, d'après des témoignages concordants, il est à l'origine de la candidature du médiatique Vladimir Zelenskiy. Il s'appuie également sur sa populaire chaîne de télévision 1+1 pour créer du temps d'audience à Tymoshenko et Zelenskiy.

Quel que soit le résultat des présidentielles, Kolomoyskiy aura un rôle clé à jouer lors des élections législatives de l'automne, où il pourra relancer son parti régional UKROP et utiliser ses connexions au sein de Samopomish (par le biais de Semen Semenchenko et de Yegor Sobolev) et du parti Vidrozhennya (Renaissance), partis sur lesquels il assurerait un certain contrôle<sup>48</sup>. C'est un acteur extrêmement influent dans la région de Dnipro, dont il a été gouverneur après Maïdan – la région d'origine de Tymoshenko – jusqu'à son éviction par Poroshenko en mars 2015<sup>49</sup>.

### Rinat Akhmetov

Implanté dans la région de Donetsk, Rinat Akhmetov doit sa fortune à l'extraction minière et le secteur métallurgique dans l'est de l'Ukraine. Il a longtemps entretenu une proximité politique avec l'ancien Parti des régions du président Ianoukovytch.

Après le déclenchement de la guerre dans le Donbass, Akhmetov s'est rapidement positionné comme un homme clé de la gestion des questions humanitaires dans les territoires séparatistes par le biais de sa fondation personnelle. La Fondation Akhmetov apporte une aide humanitaire, notamment alimentaire, aux personnes du Donbass ; elle s'investit également dans l'aide à la reconstruction et l'aide aux personnes déplacées, palliant ainsi les carences de l'État. Son aura de « sauveur du Donbass » lui a permis de se repositionner comme proche du président Poroshenko, qui lui laisse une certaine marge

41. Mathieu Boulègue, « [L'Ukraine entre néo-féodalisation et contre-révolution oligarchique](#) », tribune, *Revue Défense Nationale*, février 2016.

42. « [Are Oligarchs Revealing Their Election Preferences on Ukrainian Television?](#) », *Ukraine World*, 21 décembre 2018.

43. Olga Rudenko, « [Election Watch: More candidates enter presidential race officially](#) », *Kyiv Post*, 18 janvier 2019.

44. Mariana Zakusilo, « [15% українців готові сплачувати додаткові кошти за контент – Володимир Паніотто](#) » (15 % des Ukrainiens sont prêts à payer un supplément pour du contenu supplémentaire – Volodymyr Paniotto), *Detektor Media*, 19 septembre 2018, en ukrainien.

45. Thomas Hirst, « [Meet the "pocket army" funded by sacked Ukrainian billionaire Igor Kolomoisky](#) », *Business Insider*, 28 mars 2015.

46. La réforme du secteur bancaire et l'assainissement des institutions financières étaient une réforme demandée par le FMI dans le cadre des prêts internationaux. Cette réforme a été mise en place entre 2014 et 2016 sous la gouverneure de la Banque centrale Gontareva. Toutefois, Poroshenko a clairement profité de la réforme comme outil politique contre Kolomoyskiy. Voir Olena Shkarпова, « [The "Private" story: the good bank, the bad shareholder, the ugly regulator](#) », *Vox Ukraine*, 30 janvier 2017.

47. Les liens d'affaires entre Tymoshenko et Kolomoyskiy remontent aux années 1990. Le groupe Privat, géré par Kolomoyskiy, a soutenu Tymoshenko notamment lors de la Révolution Orange. Kolomoyskiy a établi une relation directe avec Tymoshenko lors de sa prise de fonction comme Premier ministre en 2004. Les deux personnalités se sont servies l'une de l'autre : Kolomoyskiy a financé le BuYT (campagne présidentielle de 2010) et a aidé à contenir la contre-offensive politique des oligarques de Donetsk et de l'Union des industriels du Donbass contre elle. En échange, Tymoshenko a facilité l'accès de Privat au capital de plusieurs entreprises en voie de privatisation (dont Ukrtelecom) et a assisté Kolomoyskiy dans sa prise de contrôle d'Ukrnafta en 2010.

48. « [Forecast 2018: Challenges and Opportunities](#) », *Ukrainian Institute for the Future*, 3 juillet 2018.

49. « [Ukraine governor Kolomoisky sacked after oil firm row](#) », *BBC News*, 25 mars 2015.

de manœuvre dans la région, et de refaire une partie de sa fortune engloutie par la guerre et le blocus du Donbass déclaré en avril 2017. S'il reste l'un des hommes les plus riches d'Ukraine, ses sociétés sont fortement endettées depuis 2014.

Akhmetov soutient politiquement Poroshenko à la Rada par le biais de son influence sur le Parti radical et sur une frange du Bloc d'opposition. Ainsi Akhmetov utilise le Parti radical et Oleg Lyashko comme épouvantail politique pour servir les intérêts du Bloc de Poroshenko à la Rada<sup>50</sup>. Il se tient à distance de la sphère politique (sauf quand il s'agit de contenir son rival Dmytro Firtash). Toutefois, la rupture politique au sein du Bloc d'opposition fin 2018 lui a fait perdre ses appuis auprès des anciens gestionnaires du Parti des régions – notamment Boiko et Firtash – dans l'est du pays (cf. *infra*).

#### *Dmytro Firtash et Sergey Lyovochkin*

Se « partageant » la sphère politique à l'époque du Parti des régions sous la présidence Ianoukovytch (2010-2014), Firtash et Lyovochkin, deux hommes d'affaires inséparables, sont désormais actifs dans la promotion des intérêts de l'opposition politique et parlementaire. Firtash exerce un contrôle important sur le Parti radical<sup>51</sup>. Lyovochkin conserve une influence notable au sein du Bloc de Poroshenko<sup>52</sup>, notamment par ses liens avec l'ancien parti UDAR, dirigé par le boxeur et maire de Kiev, Vitali Klitschko.

Les deux hommes soutiennent Yuriy Boiko dans le cadre des présidentielles à la suite de la fracture politique au sein du Bloc d'opposition en novembre 2018, et sont en conflit politique plus ou moins ouvert avec Akhmetov.

Malgré des objectifs économiques et financiers (et donc électoraux) divergents, les hommes forts d'Ukraine comme Firtash, Akhmetov, Pinchuk, etc. – mis à part Kolomoyskiy – doivent implicitement œuvrer pour une nouvelle présidence Poroshenko, ne serait-ce que pour continuer à assurer un *statu quo* politique et par conséquent une forme de stabilité.

## LES STRATÉGIES ÉLECTORALES DES PRINCIPAUX CANDIDATS

Sur les 89 candidats déclarés, 44 seulement ont été acceptés et officiellement enregistrés par la Commission électorale centrale<sup>53</sup>. La plupart des candidats ayant une stature « présidentielle » sont des personnalités bien connues en Ukraine. Le but ici n'est pas de résumer la carrière des principaux candidats en lice, mais de présenter leurs stratégies électorales et « les lignes de fond » de leur campagne politique respective, tout en mesurant leur chance de succès. Pour la première fois, les candidats enregistrés pour le scrutin ont tous dû remplir une déclaration de revenus examinée par le Bureau national de lutte contre la corruption (NABU).

### **Ioulia Tymoshenko : la carte du populisme**

Dès juin 2018, la cheffe de faction du parti politique Patrie (Batkivshchyna – BuY) a été la première à annoncer son intention de se présenter aux élections présidentielles. Il s'agit de sa troisième candidature à ce poste depuis 2010, et sa seconde tentative depuis sa libération de prison en 2014.

#### *Sa position dans les sondages*

Si Tymoshenko est régulièrement en tête de course dans les sondages et les intentions de vote (elle obtiendrait autour de 15-19 % au premier tour selon la moyenne des sondages réalisés entre septembre 2018 et février 2019), elle est loin de dominer la campagne électorale. Elle possède un réservoir électoral

50. Anton Kripvko, « [“ДЕПУТАТИ ЗА ВИКЛИКОМ”](#) » (Les députés à l'appel), *Vybory Pravda*, 2018, en ukrainien.

51. Wojciech Konończuk, « [Oligarchs after the Maidan: the old system in a “new” Ukraine](#) », Commentary, OSW, 16 février 2015.

52. Wojciech Konończuk, « [Keystone of the system. Old and new oligarchs in Ukraine](#) », Point of View 59, OSW, 2016.

53. Site de la Commission électorale centrale.

motivé et discipliné compris entre 12-15 % des électeurs, qui voteront pour elle quoi qu'il arrive. Sa position actuelle dans les intentions de vote ne présente par conséquent qu'un gain de 4-6 % au cours de la période pré-électorale, ce qui n'est pas significatif en termes de mobilisation.

À l'inverse, Tymoshenko cristallise de nombreux mécontentements auprès d'un électorat qui ne votera *pas* pour elle quoi qu'il arrive (voire ira voter *contre* elle, notamment en raison de son passé politique controversé comme Premier ministre [2005, 2007-2010] et les rumeurs de corruption et d'abus de pouvoir qui courent encore à son sujet) – autant de suffrages qu'elle ne pourra pas récupérer, surtout si elle est présente au second tour. En ce sens, Tymoshenko possède autant de soutiens électoraux que d'opposants inconditionnels.

### *Sa stratégie électorale*

De tous les partis politiques préexistants à avoir survécu à Maïdan, le BuYT est celui qui dispose du réseau et des structures politiques locales les plus établies. Sa voix porte toujours autant dans les campagnes, les petites villes et parmi l'électorat âgé<sup>54</sup>. En plus de ses électeurs « traditionnels », pour la plupart concentrés dans l'ouest et le centre du pays, Tymoshenko tente de toucher les classes moyennes urbaines éduquées en se positionnant comme une « technocrate ».

Elle cherche également à récupérer une partie des votes contestataires et les déçus du président Poroshenko<sup>55</sup>. Toutefois, les indécis et les désaffiliés auront plus tendance à reporter leur vote sur Vladimir Zelenskiy que sur elle.

Son programme politique s'articule principalement autour de la dénonciation du président Poroshenko et de la critique ouverte de ses résultats – et par conséquent l'échec des réformes. Ses critiques portent notamment sur la politique d'austérité économique du gouvernement Hroysman qui se caractérise par une augmentation du prix du gaz ménager et par une augmentation des taxes municipales, entre autres. À l'inverse, Tymoshenko propose la réduction du prix du gaz et des changements constitutionnels comme base d'un nouveau contrat social en Ukraine<sup>56</sup>. Ainsi son slogan « Nouveau chemin pour l'Ukraine » est un mélange de populisme teinté de nouvelles promesses plus ou moins tenables.

La stratégie électorale du BuYT est simple mais efficace : dénoncer tous azimuts la gestion du président Poroshenko et se positionner sur tous les sujets, en promettant beaucoup mais sans apporter de solutions réelles. Sa volonté de changement « systémique » en Ukraine est donc à l'opposé de l'image de la « vieille garde » qu'elle véhicule dans l'imaginaire politique national depuis la Révolution Orange – un fait qui joue clairement en sa défaveur en 2019, à l'heure où les électeurs souhaitent voir de « nouvelles têtes » émerger. Il n'est donc pas totalement exclu que sa campagne s'effondre et qu'elle ne parvienne pas à se hisser au second tour.

Sa campagne électorale, sur fond de populisme ambiant, tente de se détacher de sa marque de fabrique usuelle. Elle cherche en particulier à se présenter comme une « innovatrice » apte au changement et comme une modernisatrice férue de nouvelles technologies. Elle a également opéré un changement stylistique et d'image radical<sup>57</sup> : adieu les tresses blondes traditionnelles, bienvenue à une *loulia It Girl* new-yorkaise. Ce *branding* lui permet de toucher un électoral jeune qui n'a pas connu la Révolution Orange de 2004, ni l'époque où Tymoshenko était Premier ministre.

Cette « réinvention » politique laisse perplexe de nombreux électeurs car son discours n'est pas exempt de contradictions. Elle se positionne par exemple comme la seule capable de régler la guerre dans le Donbass : Tymoshenko souhaite créer un format de « Budapest Plus » dans le cadre de la gestion du conflit dans le Donbass. Elle propose un format de négociation élargi avec la présence, entre autres, des États-Unis sans toutefois expliciter comment elle s'y prendrait concrètement<sup>58</sup>.

54. Tadeusz Iwanski et Krzysztof Niecypor, *Ukraine's presidential elections*, OSW Report, OSW, novembre 2018.

55. Olena Makarenko, « [Ukrainians prefer comedian to current president and other insights from pre-election polls](#) », *EuroMaidan Press*, 10 octobre 2018.

56. Kyiv School of Economics, « [KSE Voice: A Review of the New Economic Course by Yulia Tymoshenko](#) », *Medium*, 25 septembre 2018.

57. « [Yulia Tymoshenko](#) », *Politico*, Class of 2019.

58. Ioulia Tymoshenko, « [Budapest Plus is how we can achieve peace instead of a frozen conflict](#) », 30 octobre 2018.

Pour le site d'information VoxCheck Ukraine, Tymoshenko est à la tête de la liste des politiciens les plus menteurs d'Ukraine<sup>59</sup>. Elle doit faire face à des questionnements continuels quant à l'origine de ses fonds de campagne : le BuYT n'a pas de « trésor de guerre » comme la Plateforme d'opposition de Yuriy Boiko ni de ressources administratives d'État comme Poroshenko. Enfin et surtout, des rumeurs persistantes l'accusent de corruption, de détournement de fonds et d'autres tentatives de lobbying à Washington tout au long de sa carrière politique<sup>60</sup>.

### *Ses soutiens politiques et oligarchiques*

Plusieurs oligarques influents se sont rangés plus ou moins officiellement derrière Tymoshenko, notamment Igor Kolomoyskiy, qui profite de l'effet d'entrain pro-loulia pour prendre sa revanche sur le président Poroshenko (cf. supra). Il est probable qu'il finance une partie de sa campagne depuis son exil<sup>61</sup>.

On ne peut exclure que Tymoshenko ait le soutien, pour l'instant officieux, du ministre de l'Intérieur Arsen Avakov et de l'ancien Premier ministre Arseniy Iatseniouk – qui pourraient s'appuyer sur Tymoshenko pour le second tour, mais surtout dans le cadre des élections parlementaires d'octobre.

Elle dispose aussi du soutien de Mikheil Saakashvili, de l'ancien patriarche de l'Église orthodoxe ukrainienne Filaret et du premier président d'Ukraine, Leonid Kravchuk.

### *Ses points faibles*

Sa position – et encore plus son passé<sup>62</sup> – vis-à-vis de Moscou est problématique. Une présidence Tymoshenko serait une aubaine pour le Kremlin qui voit en elle une interlocutrice prévisible avec qui il est possible de négocier. Or elle peut difficilement se positionner comme ouvertement pro-russe, même si elle le voulait, car elle courrait alors le risque de se faire évincer par la population et mettre en danger l'assistance financière fournie par la communauté internationale. De manière stratégique, se présenter comme susceptible de « négocier » avec Moscou, par exemple sur le conflit dans le Donbass, lui permettrait de récupérer une partie de l'électorat pro-russe et de Boiko<sup>63</sup>.

Il est difficile de prédire quel type de présidente Tymoshenko serait – d'autant plus que de nombreuses inconnues subsistent à quelques mois des élections parlementaires d'octobre 2019. Toutefois, une partie de la société civile a déjà émis des craintes quant à sa volonté de monopoliser les structures de pouvoir une fois en poste<sup>64</sup>. Si elle venait à être élue, Tymoshenko aurait une situation compliquée à gérer, car elle serait bloquée par des promesses populistes intenables et devrait ménager des ouvertures vers Moscou tout en s'assurant du maintien de la présence des créditeurs internationaux. Si Tymoshenko se dit pro-UE dans ses slogans, le BuYT ne parvient pas à imposer une discipline de vote sur les réformes dictées par l'Accord d'association avec l'UE<sup>65</sup>. Ainsi, il est difficile de qualifier ce parti de réellement pro-européen.

## **Petro Poroshenko : la solution de continuité**

Le président sortant prépare sa réélection depuis sa prise de fonction en 2015. Mais il n'a constitué son équipe de campagne qu'en juillet 2018 et ne s'est officiellement déclaré candidat que le 29 janvier lors d'une grand-messe politique en présence du Premier ministre Hroysman, du président de la Rada Andriy Paroubiy et du procureur général Yuriy Lutsenko<sup>66</sup>.

59. « [Помилка президента: Порошенко став говорити менше правди. Новий рейтинг маніпуляторів і брехунів](#) » (Erreur présidentielle : Poroshenko commence à dire moins la vérité. Nouvelle évaluation des manipulateurs et des menteurs), *VoxCheck Ukraine*, 2018, en ukrainien.

60. Taras Kuzio, « [Yulia Tymoshenko's second attempt to hire US political consultants](#) », *New Eastern Europe*, 24 juillet 2018.

61. Kolomoyskiy s'est d'abord installé en Suisse. Il vit désormais en Israël. Bermet Talant, « [Ukraine sues oligarch Kolomoisky again, now in his domicile of Switzerland](#) », *Kyiv Post*, 19 décembre 2018 ; Leonid Bershidsky, « [This Comedy Star Wants to Be Ukraine's Donald Trump](#) », *Bloomberg*, 10 janvier 2019.

62. « [Does Yulia Tymoshenko collaborate with the Kremlin?](#) », *Warsaw Institute*, *Ukraine Monitor*, 17 juillet 2018.

63. Oleksiy Minakov, « [Deep Dive: How Ukraine's Presidential Candidates Plan to Win](#) », *Atlantic Council*, 27 septembre 2018.

64. Discussions avec des représentants de la société civile ukrainienne.

65. Taras Kuzio, « [Tymoshenko and Hrytsenko showed they are not pro-European candidates](#) », *New Eastern Europe*, 18 septembre 2018.

66. « [Poroshenko to run for second term as Ukraine president](#) », *Ukrinform*, 29 janvier 2019.

## Sa position dans les sondages

Même s'il ne serait pour l'instant crédité que de 12 à 16 % d'intentions de vote dans les sondages (moyenne effectuée entre septembre 2018 et février 2019), Poroshenko dispose d'une base électorale solide, composée d'électeurs « conservateurs », patriotes (notamment une grande partie des membres de la sphère sécuritaire et militaire) et dévots (depuis l'indépendance de l'Église ukrainienne).

De plus, de nombreux électeurs encore indécis porteront sans doute leur choix sur la « continuité » politique qu'il incarne depuis 2015, plutôt que de favoriser une « nouvelle tête » plus imprévisible.

## Sa stratégie électorale

Poroshenko mise sur deux stratégies pour assurer sa réélection. Il fait valoir ses résultats politiques et les réformes entreprises depuis son élection. Ceci se résume dans son slogan électoral « Armée ! Langue ! Foi !<sup>67</sup> » : « chef de guerre » contre la Russie et réformateur des forces armées, il est aussi l'initiateur de la nouvelle loi sur l'éducation et sur la place de la langue ukrainienne. Il a aussi à son actif la proclamation de l'autocéphalie de la nouvelle Église orthodoxe ukrainienne par le patriarcat de Constantinople.

Ce dernier retournement politique et symbolique lui apporte aujourd'hui un appui électoral très net, d'autant plus qu'une partie de sa campagne s'attache à visiter les grandes villes ukrainiennes pour célébrer cette reconnaissance historique<sup>68</sup>. Toutefois, son discours est de plus en plus détaché de la réalité sur la lutte anti-corruption, la consolidation de la société civile et l'avancée des réformes. En effet, l'année 2018, dans un contexte préélectoral, a marqué un ralentissement du rythme des réformes.

Tout en jouant, comme tout le monde, la carte du populisme de campagne, Poroshenko exploite habilement le narratif de la menace russe et l'absence d'alternative démocratique réelle – « soit moi, soit les pro-russes comme Boiko et Tymoshenko ! ». Une logique binaire mais efficace. Une grande partie du discours du président tourne autour de la dénonciation de la campagne de Tymoshenko. Une partie des ressources administratives de l'État devrait être, sans surprise, monopolisée pour mener des campagnes officieuses de diffamation contre elle et contre Zelenskiy<sup>69</sup>.

De ce fait, même s'il ne domine pas dans les sondages, Poroshenko est un candidat redoutable pour Tymoshenko, qui n'a que son poids symbolique et sa structure préexistante, et Zelenskiy, qui n'a que sa notoriété.

## Ses soutiens politiques et oligarchiques

Poroshenko compte sur le soutien de l'ancien président Viktor Iouchchenko, du (nouveau) métropolitain de l'Église orthodoxe ukrainienne Épiphane et du maire de Kiev Vitali Klitschko.

La seconde stratégie, plus officieuse et informelle, se fonde sur la mobilisation des ressources administratives d'État et sur des alliances politiques régionales. Il tire ainsi profit de son accaparement progressif des structures de pouvoir (*cf. supra*) et de son alliance circonstancielle avec l'oligarque Rinat Akhmetov. Il contrôle également la chaîne de télévision Channel 5 pour amplifier son image, et profite de temps d'audience sur la chaîne Ukryaina contrôlée par Akhmetov. Fin janvier, le limogeage « surprise » de Zurab Alasania, directeur de la chaîne de télévision d'État Suspilne<sup>70</sup>, dans d'obscures circonstances peut être interprété dans ce cadre, laissant ainsi planer des doutes de censure dans le monde audiovisuel ukrainien.

67. « [Порошенко определился, кто возглавит его предвыборный штаб](#) » (Poroshenko a décidé qui dirigerait son QG de campagne), *Pravda.com.ua*, 30 août 2018, en russe.

68. « [Із п'яти досягнень Порошенка за четвертий рік президентства чотири стосуються зовнішньої політики](#) » (Après quatre ans de présidence, quatre mesures de Poroshenko sur cinq concernent la politique étrangère), Fonds initiative démocratique, 25 mai 2018, en ukrainien.

69. C'est d'ailleurs dans ce sens qu'il convient d'interpréter les enquêtes criminelles « politiquement motivées » ouvertes simultanément sur Anatoliy Hrytsenko et Ioulia Tymoshenko à la demande du procureur général Lutsenko à la mi-février 2019. Voir « [Chief prosecutor Lutsenko instructs SAPO to supervise probe into Tymoshenko's illegal enrichment](#) », *UNIAN*, 15 février 2019.

70. Oleg Sushkov, « [Public broadcaster CEO fired, evoking fears of censorship](#) », *Kyiv Post*, 31 janvier 2019.

### Ses points faibles

Parce qu'il incarne la continuité politique, et donc la reproduction de l'ancien système en partie fondé sur les équilibres oligarchiques, Poroshenko pourrait potentiellement perdre la présidence au profit d'un candidat populiste et initiateur du renouveau politique auquel les électeurs ukrainiens aspirent. En plus de la population, la classe oligarchique pourrait également décider d'abandonner Poroshenko au profit d'un autre candidat plus consensuel.

Aussi, le renforcement continu du pouvoir personnel du président (*cf. supra*) n'offre pas que des avantages. S'il est en conflit ouvert avec Igor Kolomoyskiy, il l'est aussi avec l'actuel ministre de l'Intérieur Arsen Avakov. Tous deux soutiennent aujourd'hui Tymoshenko à différents niveaux. Avakov a fait l'objet de nombreuses tentatives de déstabilisation politique de la part de Poroshenko depuis 2017<sup>71</sup>, notamment parce que Poroshenko ne parviendra pas à soumettre de force les structures à son autorité sans évincer Avakov. En effet, ce dernier, relativement peu présent sur la scène politique, est extrêmement influent au sein du ministère de l'Intérieur, des Services de sécurité (SBU), de la Garde nationale et de la police, mais aussi parmi les bataillons paramilitaires aujourd'hui intégrés dans l'armée. Or Avakov reste très lié aux intérêts du Front populaire de Iatseniouk, et donc de la survie de la fragile coalition parlementaire dont Poroshenko dispose. Supprimer Avakov risquerait de briser la coalition parlementaire dont Poroshenko a besoin pour contrôler la Rada au moins jusqu'aux élections parlementaires d'octobre, date à laquelle Avakov sera exposé politiquement. Ceci pourrait expliquer pourquoi il soutient aujourd'hui Tymoshenko dans l'ombre.

Une nouvelle présidence Poroshenko serait prévisible tant pour Moscou que pour les pays occidentaux. Un tel scénario présente le risque de voir s'accroître le *statu quo* des réformes, voire d'affaiblir la société civile<sup>72</sup>. Au pire, ceci pourrait impliquer la perte progressive du soutien de la communauté internationale et des créditeurs occidentaux.

## Vladimir Zelenskiy : l'irruption d'un outsider médiatique dans la campagne

Candidat « surprise », Zelenskiy intrigue les chancelleries occidentales et nourrit les fantasmes en Ukraine. Après de longs mois de spéculations quant à son intention de participer aux élections présidentielles, Zelenskiy a annoncé sa candidature en fanfare le 31 décembre 2018 dans le cadre de son parti nouvellement créé, Serviteur du peuple.

### Sa position dans les sondages

Crédité de 16 à 20 % des intentions de vote en moyenne entre septembre 2018 et février 2019, Zelenskiy tire sa popularité de sa carrière d'humoriste et de comédien. Il est surtout connu pour avoir été la star de la série TV du même nom que son parti, *Sluha Narodu* (Serviteur du peuple), dans laquelle il interprète un professeur d'histoire qui devient malgré lui président de l'Ukraine. La troisième saison de la série devrait d'ailleurs être diffusée en mars, juste avant le premier tour des élections.

Malgré sa position régulière en tête des sondages, il est difficile d'évaluer si les électeurs ukrainiens voteront réellement pour lui une fois dans l'isolement. En effet, si Zelenskiy est un candidat médiatique d'ampleur, il reste un candidat politique relativement faible.

### Sa stratégie de campagne

Dans sa campagne électorale, qui s'appuie sur un discours populiste, Zelenskiy se présente comme un « acteur » du changement et non comme un homme politique. Il se positionne contre Poroshenko, et une partie de sa campagne a pour but d'affaiblir le président sortant, en le visant directement. Ce

71. Quitte à s'attaquer directement à sa famille. En octobre 2017, le NABU donnait l'ordre d'arrêter son fils Oleksandr Avakov à Kharkiv pour détournement de fonds. L'affaire, clairement motivée politiquement, s'est soldée par un échec cuisant pour Poroshenko. Voir « [Ukrainian Interior Minister's Son Released From Detention](#) », *RFE/RL*, 2 novembre 2017.

72. Sergii Leshchenko, « Ahead of next year's presidential elections, Ukraine is being handed a false choice », *op. cit.*

faisant, Zelenskiy incarne le désir populaire de promouvoir non pas des candidats œuvrant en faveur du changement, mais des personnalités nouvelles qui ne soient pas issues de la sphère politique. Il martèle ainsi qu'il n'appartient pas au système politique et promet, dans ses nombreuses vidéos de campagne où il clame sa « sincérité », qu'il créera une équipe de jeunes professionnels sans expérience politique préalable. Il se positionne comme un nouveau responsable « technocratique » et ouvert aux alliances avec d'autres formations politiques. Il promet une forme de démocratie directe et participative où les citoyens pourront faire remonter plus facilement leurs attentes et s'assurer de la prise en compte de leurs problèmes. Il propose également qu'une partie de son programme soit mise en œuvre grâce à des financements participatifs (*crowd funding*)<sup>73</sup>.

### *Ses points faibles et ses atouts*

Le problème de ce candidat est son manque d'expérience politique préalable et l'absence flagrante de programme politique et économique crédible. Sur les points clés du vote, notamment sur la gestion du conflit dans le Donbass, il évite de se positionner ouvertement et laisse planer le doute quant à ses intentions. Il est donc difficile de parler de Zelenskiy comme d'un « réformateur<sup>74</sup> ». Force est de constater qu'il apparaît plutôt comme un amateur aux yeux des électeurs.

Zelenskiy devrait capter une grande partie des votes des jeunes désaffiliés politiquement, des indéterminés et des indécis. Il pourrait aussi bénéficier du vote des patriotes déçus par Poroshenko et des électeurs contestataires. Quel que soit son score au premier tour, il a des chances de devenir le fossoyeur de Tymoshenko et/ou de Poroshenko par simple report des voix s'il appelle à voter pour l'un ou l'autre au second tour. Il aura son mot à dire lors des élections parlementaires et entrera probablement à la Rada en octobre.

### *Ses soutiens dans l'oligarchie*

Une grande partie de la carrière médiatique (et aujourd'hui politique) de Zelenskiy est liée à la chaîne de télévision 1+1 sur laquelle ses émissions passent. Or cette chaîne étant détenue par l'oligarque Igor Kolomoyskiy, il est fortement soupçonné de n'être qu'un instrument politique créé, financé et entretenu par Kolomoyskiy. Les rumeurs sont persistantes et commencent à cristalliser le mécontentement car il apparaîtrait dans ce cas que même les nouvelles figures sont liées à des intérêts oligarchiques bien connus<sup>75</sup>. L'origine des financements de sa campagne demeure obscure<sup>76</sup>. S'il fait peu de doute qu'il est lié à Kolomoyskiy, reste à savoir à quel point ce dernier est à la manœuvre, et quelle est la marge d'autonomie dont dispose Zelenskiy.

Zelenskiy a essuyé son premier scandale à la mi-janvier lorsqu'une enquête journalistique, jugée fiable, a révélé qu'il détenait toujours une société de production de films en Russie, malgré ses dénégations<sup>77</sup>. Il n'est pas exclu que les ressources administratives du président Poroshenko distillent des informations quant aux liens directs entre Zelenskiy et Kolomoyskiy afin de le discréditer et de le présenter comme lié au système, et non comme une alternative. Le discréditer certes, mais pas trop : il serait probablement plus confortable pour Poroshenko d'avoir Zelenskiy comme adversaire au second tour, pour mieux souligner son absence de programme, que la très expérimentée Tymoshenko. Ce pari resterait toutefois risqué pour le président sortant tant leur popularité est grande.

## **Yuriy Boiko : le retour du Parti des régions ?**

Crédité de 7 à 11 % d'intentions de vote en moyenne entre septembre 2018 et février 2019, Yuriy Boiko a émergé en novembre 2018 comme candidat de compromis entre les partis pro-russes d'opposition issus de l'ancien système tenu à l'époque Ianoukovytch par le Parti des régions (PRU).

73. [Page Facebook de Vladimir Zelenskiy](#).

74. Sashko Shevchenko, « [Why Ukrainians keep voting for the wrong people](#) », *EuroMaidan Press*, 19 décembre 2018.

75. Mykola Vorobiov, « [Ukraine's Top Comedian Is Running for President. And No, This Isn't a Bad Joke](#) », *Atlantic Council*, 2 janvier 2019.

76. Leonid Bershidsky, « [This Comedy Star Wants to Be Ukraine's Donald Trump](#) », *Bloomberg*, 10 janvier 2019.

77. « ["Зелена родина ру". Кінобізнес Зеленського у Росії](#) » (Le business cinématographique de Zelenskiy en Russie), 1tv, 17 janvier 2019, en ukrainien.

### *Un candidat de compromis dépendant*

À l'issue de Maïdan, les anciens « régionalistes » et une frange du parti communiste se sont concentrés au sein du Bloc d'opposition dans le cadre des élections législatives de 2014. Ceci leur a permis de récupérer une quarantaine de sièges à la Rada et de conserver leur influence politique, notamment au niveau régional. Toutefois, en novembre 2018, les oligarques Rinat Akhmetov, Dmytro Firtash et Sergey Lyovochkin ne seraient pas parvenus à se mettre d'accord sur le candidat commun à présenter aux prochaines échéances électorales. Cette situation d'impasse a mené à une scission au sein du Bloc d'opposition.

La formation pro-russe Za Zhitya (instrument politique virtuel de Viktor Medvedchuk et Vadim Rabinovych), les transfuges du Bloc d'opposition (menés par Dmytro Firtash et Sergey Lyovochkin) et le soutien officieux du Parti radical d'Oleg Lyashko (certes financé en partie par Rinat Akhmetov) se sont rassemblés autour de Boiko dans le cadre de la Plateforme d'opposition – Za Zhitya.

Au prix d'une rupture politique, ces formations ont donc choisi de faire « cause commune » pour les présidentielles et les parlementaires autour de Yuriy Boiko, un candidat de compromis. Après s'être clairement distancé de Rinat Akhmetov courant 2018, Boiko posséderait maintenant le soutien officieux (et financier) des oligarques Dmytro Firtash et Sergey Lyovochkin, mais également du très pro-russe Viktor Medvedchuk, un proche du président Vladimir Poutine et courroie informelle de discussion entre Kiev et Moscou dans le cadre du conflit dans le Donbass<sup>78</sup>.

Les anciens gestionnaires du Bloc d'opposition autour d'Akhmetov et les laissés-pour-compte de la scission de novembre 2018 se sont empressés de former le Bloc d'opposition – Parti pour la paix et le développement – et ont désigné Oleksandr Vilkul comme candidat pour les présidentielles. Vilkul est l'ancien directeur de l'administration régionale de la région de Dnipro et l'ancien président de la faction parlementaire du Bloc d'opposition.

Boiko est l'un des rares, si ce n'est le seul, anciens dignitaires du Parti des régions de l'ex-président Ianoukovych à ne pas avoir été condamné par la justice après les événements de Maïdan, comme l'ont été la plupart de ses anciens collègues du Parti des régions. La question est dès lors de comprendre à qui Boiko doit sa survie politique. On peut considérer que les oligarques ont eu intérêt à « ventiler » la sphère politique pro-russe et à maintenir en vie les structures politiques régionales dans l'est et le sud du pays. De plus, Boiko pourrait servir d'épouvantail politique au président Poroshenko et représenterait un opposant idéal pour le second tour de l'élection présidentielle car il lui offrirait une victoire assurée.

### *Sa stratégie électorale*

Le programme politique de Boiko, très traditionnel, s'attache surtout à présenter un discours positiviste sur le conflit dans le Donbass : Boiko se pose comme le seul candidat capable d'apporter la paix car, dit-il, il est le seul à pouvoir discuter directement avec le Kremlin. Cette position irrite fortement les électeurs patriotes qui, de toute manière, ne constituent pas sa cible électorale.

Boiko peut compter sur un électorat pro-russe « traditionnel » et une base politique régionale considérable dans l'est de l'Ukraine, ainsi que sur une couverture médiatique importante par le biais des chaînes de télévision détenues par ses « patrons » (notamment InterTV de Firtash et Lyovochkin). La reconfiguration ecclésiastique en Ukraine<sup>79</sup> devrait contribuer à inciter les électeurs proches de l'Église orthodoxe d'Ukraine, rattachée au patriarcat de Moscou, à reporter leur vote sur Boiko. Il espère capter les votes des russophones, notamment dans l'est et le centre du pays.

Toutefois, il y a peu de chance qu'il se retrouve au second tour : en l'absence des électeurs de Crimée et des territoires occupés, sa base électorale reste limitée<sup>80</sup>.

78. « [Виктор Медведчук. Большое интервью с большим политиком](#) » (Viktor Medvedchuk. Grand entretien avec un grand politicien), 112.ua, 25 août 2018, en russe.

79. Thomas de Waal, « [A Church Conflict Brews in Ukraine](#) », *Carnegie Europe*, 31 octobre 2018.

80. Tadeusz Iwanski et Krzysztof Nieczypor, « Ukraine's presidential elections », *op. cit.*

## Le « tour de chauffe » présidentiel pour Samopomish et Position civique

Deux forces vives de l'opposition parlementaire pro-réformes ont présenté leurs candidats respectifs aux élections présidentielles : Andriy Sadoviy du parti Samopomish et Anatoliy Hrytsenko du parti Position civique. Ces politiciens clés de la politique post-Maïdan se positionnent toutefois ici en amont des législatives de l'automne (notamment dans le cadre des reports de voix au second tour des présidentielles) et n'espèrent probablement pas parvenir au second tour en avril. Sadoviy serait pour le moment crédité d'environ 3-4 % d'intentions de vote et Hrytsenko d'environ 6-10 % en moyenne d'après les sondages réalisés entre septembre 2018 et février 2019.

Le maire de Lviv **Andriy Sadoviy**, du parti Samopomish, se positionne comme un candidat pro-UE et pro-réformes dans la lignée des chrétiens démocrates européens. Sadoviy jouit d'une aura personnelle et de sa réputation de gestionnaire efficace, notamment pour sa lutte contre la corruption, pour l'activisme parlementaire de Samopomish et pour la réforme de l'administration publique et de la justice post-Maïdan. Toutefois, il a été affaibli politiquement depuis 2016 par plusieurs scandales locaux à Lviv en lien avec le traitement des déchets<sup>81</sup>. Sa formation politique, créée en 2012, reste un parti relativement influent dans l'ouest de l'Ukraine et jouera par conséquent le jeu des alliances électorales à la Rada en octobre. Toutefois, l'image du « nouveau social » qu'a pu incarner Samopomish lors des élections de 2014 et 2015 est aujourd'hui relativement plombée par l'ambiance populiste généralisée<sup>82</sup>.

Membre de la « vieille garde » politique, **Anatoliy Hrytsenko** se présente – tout comme Tymoshenko – pour la troisième fois depuis 2010 comme candidat à l'élection présidentielle avec son parti Position civique. Son aura politique provient de son charisme personnel, de sa carrière comme ancien ministre de la Défense (2005-2007) et comme chef de l'influent parti Position civique au niveau régional. Hrytsenko se positionne comme un fervent partisan de l'UE et de l'OTAN et comme un opposant de la Russie et des intérêts oligarchiques. Ses chances d'arriver au second tour semblent minimes car il ne dispose pas d'appuis nationaux et voit sa réputation entachée par de nombreuses rumeurs de corruption. Toutefois, il fera valoir sa position lors des élections parlementaires et dans le cadre des reports de votes au second tour en avril.

## Le camp nationaliste en perdition

Même si elles ont joué un rôle clé lors de la révolution de Maïdan et des offensives armées dans le Donbass en 2014, les formations d'extrême droite et ultranationalistes ont été depuis marginalisées dans la vie politique nationale. Plusieurs formations subsistent qui seront présentes lors des présidentielles. Les partis d'extrême droite, sans offrir de programme politique crédible, concentrent leur stratégie électorale sur le thème du patriotisme paramilitaire et nationaliste réactionnaire. Ils restent influents auprès d'une frange de vétérans du Donbass et de membres de bataillons aujourd'hui intégrés dans les forces armées.

**Oleg Lyashko** est le candidat de l'ultranationaliste Parti radical. Qualifié de « Trump ukrainien<sup>83</sup> », il s'est « désisté » au profit de Boiko et se concentre aujourd'hui sur les concessions qu'il pourra obtenir lors des élections parlementaires auprès de ses deux patrons, certes politiquement opposés, Akhmetov et Firtash. Cet « électron libre<sup>84</sup> » de la politique nationale pourrait récupérer environ 7-9 % des voix selon la moyenne des sondages réalisés entre septembre 2018 et février 2019.

**Rouslan Koshulynskyi** représente le parti ultranationaliste Svoboda d'Oleh Tyahnybok. Sa candidature est ouvertement soutenue par plusieurs forces de la droite radicale, dont Secteur droit de Dmytro Yarosh et le Congrès nationaliste ukrainien<sup>85</sup>. Il dépassera difficilement 1 % des votes.

81. Dan Peleschuk, « [Trash talk: how beautiful, progressive Lviv became overrun with rubbish](#) », *The Guardian*, 24 avril 2017.

82. [Le 1<sup>er</sup> mars, dans le cadre de la préparation d'alliances électorales pour les législatives d'octobre, Sadoviy a retiré sa candidature aux présidentielles, choisissant de soutenir Hrytsenko, afin de tenter d'unifier une partie des forces d'opposition (*mise à jour le 11/03/2019*).]

83. Oleksiy Minakov, « Deep Dive: How Ukraine's Presidential Candidates Plan to Win », *op. cit.*

84. Charles McPhedran, « [Thug Politics, Kiev](#) », *Foreign Policy*, 9 octobre 2014.

85. « [Yarosh calls on nationalists to get united for 2019 elections](#) », *Kyiv Post*, 12 novembre 2018.

Candidats	Parti politique	Intentions de vote au premier tour*	Soutiens régionaux	Soutiens oligarchiques	Visibilité médiatique	Position sur le Donbass	Position sur la Russie et l'Europe/OTAN	Promesses électorales notables
<b>Ioulia Tymoshenko</b>	Patrie/BuYT	15-19 %	Surtout ouest, centre et sud	Kolomoyskiy (Avakov)	1+1 (Kolomoyskiy), ICTV (Pinchuk)	Plan « Budapest Plus » pour l'arrêt du conflit	Anti-FMI Critique de l'EU « Conciliante » vis-à-vis de Moscou	Relance économique et industrielle Diminution du prix du gaz
<b>Petro Poroshenko</b>	Bloc de Poroshenko	12-16 %	Partout sauf est	Akhmetov Kononenko Hranovskiy	Channel 5 (Poroshenko), Ukrayina (Akhmetov)	Continuité, « ni paix, ni guerre »	Pro-EU et intégration à l'OTAN	Profite de ses « succès » politiques depuis 2015
<b>Vladimir Zelenskiy</b>	Serviteur du peuple	16-20 %	Surtout centre, est et sud	Kolomoyskiy (?)	1+1 (Kolomoyskiy)	Anti-guerre Arrêt du conflit	Peu clair, se dit prêt à « négocier »	Gouvernement technocratique Démocratie directe et participative
<b>Yuriy Boiko</b>	Plateforme d'opposition – Za Zhitya	7-11 %	Sud et est	Lyovochkin Firtash Medvedchuk	InterTV (Lyovochkin et Firtash)	Prêt à « négocier » avec Moscou	Ouvertement pro-Moscou	Seul candidat à pouvoir « parler avec le Kremlin » sur le Donbass
<b>Anatoliy Hrytsenko</b>	Position civique	6-10 %	Ouest et centre	Soutiens régionaux	Régionale	Réintégration de la Crimée et du Donbass	Très pro-européen et OTAN	Lutte anti-corruption Amélioration des conditions de vie

\* Sources : moyenne des sondages réalisés par le Fonds initiative démocratique (FID) et le Centre Razumkov<sup>86</sup>, le KIIS<sup>87</sup>, l'UCI-SMC<sup>88</sup>, le SOCIS<sup>89</sup>, le PPI<sup>90</sup> et d'autres instituts de sondage entre septembre 2018 et février 2019.

## L'INCONNU DU SECOND TOUR ET DES ÉLECTIONS PARLEMENTAIRES D'OCTOBRE

Un second tour, prévu le 21 avril, sera nécessaire pour départager les candidats qui, pour l'instant, font la course en tête dans les sondages<sup>91</sup>. Le président sortant Poroshenko dispose de sa « verticale du pouvoir », des ressources administratives étatiques et du tremplin électoral apporté par la création d'une nouvelle Église. Tymoshenko attise le populisme et compte sur son importante base électorale régionale. Zelenskiy profite de sa popularité et de l'engouement populaire pour les « nouvelles têtes ».

À la traîne dans les sondages, Poroshenko devra se battre pour accéder au second tour, mais sa capacité à former des alliances politiques avec de « petits » candidats, notamment dans le cadre des futures

86. Fonds initiative démocratique, « Підсумки-2018: громадська думка » (Résultats 2018 : opinion publique), *op. cit.*

87. « Суспільно-політичні настрої населення України: Січень-лютий 2019 року » (Attitude socio-politique de la population ukrainienne : janvier-février 2019), Kyiv International Institute of Sociology (KIIS), 2018-2019, en ukrainien.

88. « Політична Ситуація Та Електоральні Орієнтації Населення України: Динаміка Та Прогнози » (Situation politique et orientations électorales de la population ukrainienne : dynamiques et prévisions), Centre de Monitoring Social, UCI-SMC, 3 janvier 2019, en ukrainien.

89. « Соціально-політична ситуація в Україні, Грудень-2018 » (Situation socio-politique en Ukraine, décembre 2018), SOCIS, 2 décembre 2018, en ukrainien.

90. « Хто Буде У Другому Турі Змагатися З Зеленським? » (Qui sera présent au second tour pour rivaliser avec Zelenskiy ?), PPI, 18 février 2019, en ukrainien.

91. Seuls Leonid Kravchuk (1991) et Poroshenko (2014) ont remporté la présidence au premier tour depuis l'indépendance de l'Ukraine.

élections parlementaires, est réelle et mesurable, contrairement à ses deux opposants les plus sérieux. Pour départager les deux candidats au second tour, les reports de voix *feront* la victoire de l'un ou de l'autre. Aussi, pour la plupart des « petits » candidats et pour leurs partis respectifs, la présidentielle n'est qu'un galop d'essai pour les élections législatives d'octobre 2019 et les élections locales de 2020.

En Ukraine, selon la procédure en place, le président nomme le Premier ministre et la Rada, le parlement monocaméral, confirme sa nomination par un vote à la majorité simple. Le Premier ministre est par la suite chargé de former le cabinet des ministres. Pour la plupart des candidats à l'élection présidentielle – qui disposent également de sièges au Parlement – l'enjeu politique est le suivant : se positionner de la meilleure façon en termes d'alliances politiques, officielles comme officieuses, lors des présidentielles afin de se placer en position de force en préparation des élections législatives d'octobre 2019 (et des élections locales de 2020).

## L'enjeu crucial des reports de voix au second tour

La discipline de vote des partis politiques et l'appel à opérer un report de voix par certains candidats auront un impact direct sur l'issue du second tour.

Un rapide tour d'horizon s'impose :

- **Petro Poroshenko** : si le président sortant n'est pas présent au second tour, il aura tout intérêt à soutenir Zelenskiy et à négocier avec lui en vue des élections législatives ; cette stratégie lui permettra d'éviter la destruction de ses structures de pouvoir par Tymoshenko.
- **Ioulia Tymoshenko** : anti-Poroshenko, elle ne pourra soutenir que Zelenskiy et peut-être négocier un poste de Premier ministre.
- **Vladimir Zelenskiy** : si l'oligarque Kolomoyskiy est bien à l'origine du « projet » Zelenskiy, alors ce dernier appellera probablement à voter Tymoshenko.
- **Yuriy Boiko** : il aura un choix difficile à faire car il devra décider s'il mise sur une présidence Poroshenko ou bien s'il donne la préférence aux élections législatives en opérant un accord officieux avec Tymoshenko.
- **Oleg Lyashko** : dans l'attente de concessions parlementaires, il suivra la discipline de vote de ses « patrons » Firtash et Akhmetov, qui misent probablement sur la relative prévisibilité politique apportée par Poroshenko.
- **Volodymyr Hroysman** : l'actuel Premier ministre, longtemps considéré comme « l'homme » de Poroshenko, dispose d'une relative autonomie politique et du soutien personnel d'une quarantaine de députés de la Rada qui pourront donner des consignes de vote au sein de différents partis (BoP, Front populaire et Parti radical). Il choisira entre Poroshenko et Tymoshenko en fonction de ses intentions personnelles pour les élections parlementaires et le poste de Premier ministre.
- **Arseniy Iatseniouk** : en tant que « gardien » de la fragile coalition parlementaire à la Rada, il ne pourra qu'appeler à voter Poroshenko ou s'abstenir (auquel cas il tenterait de faire valoir ses 81 députés à Tymoshenko pour les élections parlementaires, de même qu'il la soutiendrait officieusement pour se repositionner au mieux en octobre).
- **Arsen Avakov** : le ministre de l'Intérieur appellera probablement à soutenir Tymoshenko, ce qui devrait mobiliser une partie du réservoir d'électeurs issus de la sphère sécuritaire.
- **Svyatoslav Vakarchuk** : Vakarchuk, porté par les médias et l'engouement populaire, a longtemps laissé croire qu'il participerait aux élections. Fin janvier 2019, il a finalement décidé de ne pas se présenter mais il se positionne ouvertement contre Tymoshenko<sup>92</sup>. Poroshenko est pour lui le seul candidat « crédible ».

92. « [Ukrainian rock star Vakarchuk not to run for president in 2019](#) », UNIAN, 24 janvier 2019.

## Intentions de vote au second tour des élections présidentielles\*

Poroshenko contre :	Tymoshenko	Zelenskiy
20-26 %	<b>30-36 %</b>	
17-23 %		<b>40-46 %</b>

Tymoshenko contre :	Poroshenko	Zelenskiy
<b>30-36 %</b>	20-26 %	
23-28 %		<b>36-41 %</b>

\* Sources : moyenne des sondages réalisés par le Fonds initiative démocratique et le Centre Razumkov, le KIIS, l'UCI-SMC, le SOCIS, le PPI et d'autres instituts de sondage entre septembre 2018 et février 2019. Ces intentions de vote ne prennent pas en compte les reports de voix et les électeurs indécis et indéterminés.

Selon les résultats de ces sondages, il semble que Zelenskiy sorte gagnant, du moins pour le moment, dans les deux cas de figure s'il est présent au second tour.

## Les élections parlementaires d'octobre 2019

À l'approche des élections législatives, Poroshenko est dans une situation parlementaire compliquée : son parti politique, le Bloc de Poroshenko (BoP), ne compte à l'heure actuelle que 135 députés, ce qui ne lui assure pas la majorité simple de 226 voix. Pour ce faire, le BoP achète (au sens premier du terme par le biais d'une « contribution financière ») pour chaque vote les voix de quelque 60 députés « non affiliés » et de certaines factions parlementaires<sup>93</sup>. Mais le BoP s'appuie surtout sur les 81 sièges du Front populaire de Iatseniouk, dont les députés font preuve d'une grande discipline de vote et de loyauté envers l'ancien Premier ministre. Poroshenko a donc besoin du soutien de Iatseniouk pour obtenir une majorité simple à la Rada : la destruction de cette alliance de circonstance entraînerait une profonde crise parlementaire, au moins jusqu'aux élections d'octobre.

Le scrutin législatif à la Rada sera centré sur le tiraillement entre la préservation du *statu quo*, incarnée par le BoP, le Front populaire, le Parti radical et le Bloc d'opposition, et la volonté de changement, incarnée par le BuYT, Samopomish, Position civique et la Plateforme d'opposition – Za Zhitya<sup>94</sup>. Dans ce cadre, les « petits » candidats devront tous se positionner au moment des élections présidentielles par rapport aux principales formations politiques et aux oligarques pour les deux prochains exercices électoraux. Le principal risque est que la décomposition/recomposition des alliances en octobre n'entraîne une paralysie parlementaire, surtout si aucune majorité simple ne se dégage. Ceci pourrait rendre le pays ingouvernable et mettre en danger les réformes. Par exemple, le scénario d'une présidence Poroshenko et d'un gouvernement dont Tymoshenko serait Premier ministre à l'issue des parlementaires n'a aujourd'hui rien de saugrenu.

93. Wojciech Konończuk, « Keystone of the system. Old and new oligarchs in Ukraine », *op. cit.*

94. « Forecast 2018: Challenges and Opportunities », *op. cit.*

## CONCLUSION

Comme rarement lors d'élections présidentielles en Ukraine, l'issue du scrutin n'est pas jouée d'avance. Entre plusieurs maux, les électeurs devront choisir le candidat qu'ils estiment être le « moins pire ». Petro Poroshenko, rompu à l'exercice du pouvoir, a été « placé » politiquement en 2015 par les oligarques pour incarner le *statu quo* – une ligne qu'il tente de conserver, malgré ses ambitions personnelles d'accaparement des structures étatiques. À l'inverse, Tymoshenko semble vouloir renverser l'ordre établi et remodeler la vie politique ukrainienne. Contrairement à l'image d'Épinal de « l'ange blond » que beaucoup lui prêtent encore, Tymoshenko apparaît aux yeux de beaucoup d'Ukrainiens avant tout comme une femme d'affaires corrompue et sans scrupules pour qui la politique est un *moyen*, et non une fin en soi. Quant à Zelenskiy, il a probablement été propulsé au plus haut niveau par l'appui de l'oligarque Kolomoyskiy et par la puissance du divertissement télévisuel. Il incarne la demande populaire de renouvellement des élites sans avoir de programme crédible ni d'expérience politique.

Il s'agit au final d'un paysage politique relativement triste pour l'Ukraine, cinq ans après la « Révolution de Dignité » qui avait porté un grand espoir de changement, et ce même s'il semble que l'Ukraine soit, pour le moment, orientée vers les structures euro-atlantiques.

Une chose est sûre cependant : dans l'optique des élections parlementaires d'octobre, l'année 2019 sera une année perdue pour les réformes. L'issue de ce scrutin révélera sans doute de nouvelles fractures politiques et oligarchiques dans le pays. Pour toutes ces raisons, ces élections sont à suivre de près.

**Mathieu Boulègue est Research Fellow pour le programme Russie et Eurasie de Chatham House – The Royal Institute of International Affairs. Ses recherches se concentrent sur les questions politiques et sécuritaires de l'espace post-soviétique, et plus particulièrement sur la politique de sécurité et de défense de la Russie. Ancien consultant en accompagnement d'affaires et en recherche stratégique, il est diplômé de Sciences Po Toulouse et de King's College London. Il publie régulièrement des articles et intervient comme conférencier sur la géostratégie et la sécurité de l'espace post-soviétique. Il est co-auteur du livre *L'Ukraine entre déchirements et recompositions*, publié en 2015 chez L'Harmattan.**

Contact : [MBoulegue@chathamhouse.org](mailto:MBoulegue@chathamhouse.org)